

L'auteur de la motion parle des conditions de vie. J'aimerais pour un instant m'écarter du grand problème de chômage que nous avons et vous parler de quelques secteurs où les conditions de vie ont été améliorées de façon sensationnelle et où de nouveaux horizons ont été ouverts. Pensons par exemple aux parcs nationaux; il y a un renouveau d'intérêt—et à juste titre—chez le peuple canadien à l'endroit de l'environnement et de ses effets sur les générations futures. Durant les quatre années de mandat du gouvernement actuel ces parcs ont augmenté de 18 à 28.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Lambert: Ce n'est pas la réponse.

L'hon. M. O'Connell: C'est une augmentation de 50 p. 100. L'honorable député prétend que ce n'est rien . . .

L'hon. M. Lambert: Je dis que ce n'est pas la réponse à cette motion.

L'hon. M. O'Connell: Cela porte réellement sur la motion, monsieur l'Orateur. Je mets l'honorable député au défi de nier que cette motion traite des conditions de vie.

L'hon. M. Lambert: Il ne s'agit pas de la Commission d'assurance-chômage; il n'est pas question des conditions de vie.

L'hon. M. O'Connell: C'est un service offert au peuple canadien jusqu'aux générations futures. Il y a une augmentation de 50 p. 100 des espaces réservées à perpétuité aux parcs nationaux.

L'hon. M. Lambert: Sur l'île Baffin, dans les Territoires du Nord Ouest, au Yukon.

L'hon. M. O'Connell: Le Canada est à l'avant-garde des pays du monde pour ce qui est des terres réservées aux futures générations. Il y a des parcs dans toutes les provinces et dans les territoires, dans toutes les régions.

Que dire des Grands lacs et du traité que nous espérons conclure avec les États-Unis, à l'avantage de tous les Canadiens en ce qui concerne la qualité de la vie? C'est là, à mon avis, une réponse à la motion dont nous sommes saisis. Déjà, le gouvernement fédéral et la province de l'Ontario ont un accord portant sur la contribution du Canada à l'assainissement des Grands lacs afin que les générations futures en profitent et que l'économie et la société canadienne telle qu'elle est située au tour du réseau des Grands lacs puissent jouir à perpétuité de cette magnifique étendue d'eau. Nous comptons sous peu dépenser environ 150 millions de dollars pour ce travail. Tout cela vise la société juste; la justice que nous préconisons, en termes de qualité de la vie, s'appuie sur autre chose que des palabres.

J'ai parlé tout à l'heure de l'intérêt porté à la justice régionale et à la qualité de la vie dans les régions du Canada désignées comme objets de programmes spéciaux. Le gouvernement s'intéresse tout particulièrement à l'expansion de l'économie et à l'amélioration des conditions sociales dans l'Ouest. Beaucoup considèrent l'Ouest comme centre agricole et, plus récemment, comme source d'énergie. A mon avis, cela ne rend pas pleine justice aux possibilités, au potentiel et aux aspirations de la population de l'Ouest. Dans sa recherche de qualité de vie et de justice améliorées, le gouvernement veut, par une stratégie industrielle que nous espérons annoncer bientôt de façon plus circonscrite, créer des possibilités de déve-

loppement industriel. L'industrialisation dont a profité le centre du Canada et qui fait de plus en plus l'objet de la stratégie de développement des régions atlantiques, s'étendra à l'Ouest du Canada.

On peut déjà en voir la preuve dans l'établissement du siège social de la Corporation de développement du Canada sur la côte ouest; on voit déjà le commencement d'une nouvelle ère de justice économique pour l'Ouest dans l'intérêt des pays en bordure du Pacifique, en vue de développer nos relations commerciales avec la Chine, l'Union soviétique, les pays du Pacifique et le Japon; pour ouvrir aux ressources de l'Ouest une phase de fabrication et de transformation utilisant des techniques avancées. La nouvelle tendance dans la stratégie industrielle du pays est orientée vers le développement à des niveaux plus élevés de l'activité économique de l'Ouest. Dans un sens, il s'agit d'une décentralisation de l'activité industrielle pour en arriver à une société juste, à de meilleures conditions de vie et à l'unité nationale.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. O'Connell: Il est un autre point que je voudrais aborder. Il s'agit de la contribution apportée par les classes moyennes du Canada à cet effort tendant à créer une société plus juste, un système plus équitable et une meilleure qualité de vie.

Une voix: Ce sont eux qui supportent le fardeau.

L'hon. M. O'Connell: Au départ, les premières initiatives prises en vue de promouvoir une société plus juste intéresseront forcément toujours les plus désavantagés, ceux qui ont un retard à rattraper. Il faut commencer par leur procurer des ressources et par veiller à ce que leurs conditions de vie soient équitables. Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur les diverses mesures qui ont été adoptées, sauf pour mentionner les propositions de réforme fiscale et la loi de l'impôt sur le revenu. Cependant, en toute franchise, il faut bien reconnaître que le gouvernement actuel a procuré, depuis trois ans, des habitations à plus d'économiquement faibles que jamais aucun autre gouvernement auparavant.

M. Alexander: Après bien des exhortations.

• (1630)

L'hon. M. O'Connell: Je voudrais aussi dire un mot du programme RSRF. Nous devons aussi considérer les allocations familiales et le programme de soutien du revenu que le ministre a présenté à la Chambre pour la première fois cet après-midi. On fait beaucoup d'efforts chez nous pour améliorer le sort des gagne-petit. Ce sont les Canadiens à revenu moyen qui font la plupart des frais de ce genre de redistribution. Nous reconnaissons en même temps qu'ils sont disposés à assumer cette charge et que l'accomplissement de cette œuvre difficile entraîne de fortes tensions. Nous devons prendre conscience du fardeau que portent les Canadiens à revenu moyen qui nous aident, en cette période unique de notre histoire, à atteindre un plus haut degré de justice sociale.

Passons à un autre sujet. La population active canadienne, bien qu'elle soit celle qui croît le plus rapidement au monde, est aussi la plus faible par rapport à la population totale. Nous sommes portés à oublier ce fait. Le pourcentage de notre population active par rapport à la population totale est plus petit que dans tous les autres pays occidentaux industrialisés. Elle augmente si rapidement, toutefois, que cette proportion va bientôt changer.